

SOURCE:

Bastien, Daniel, Lemoine, Maurice, eds. *Antilles : Espoirs et déclinements de l'âme créole*. Paris : L'Harmattan (Autrement, Série Monde H.S. No 41), Octobre 1989.

EDITH KOVATZ-BEAUDOUX

CES MESSIEURS

DE LA MARTINIQUE

LA MARTINIQUE A SES ENIGMES. LES BLANCS CRÉOLES, FAMILIÈREMENT APPELÉS « BEKES » EN SONT. CES GENS SECRETS A L'ACCENT CARACTÉRISTIQUE, QU'ON IMAGINE HANTANT ENCORE LES RICHES DEMEURÉS DE PLEATEAU DIDIER, SUR LES HAUTEURS DE FORT-DE-FRANCE, OU BRAVANT ARISTOCRATIQUEMENT LES ALIZÉS DANS LE SITE ENCHANTEUR DE LA POINTE LAROSE, DANS LA BAIE DU ROBERT, SUSCITENT CURIOSITÉ ET INTERROGATIONS.

Mystère que cette petite minorité blanche, qui ne représente même pas 1 % de la population totale de la Martinique, et qui a pu non seulement survivre pendant quatre siècles, mais aussi exercer sa domination économique jusqu'à nos jours. Ces gens singuliers — au drôle d'accent — sont-ils les simples héritiers des planteurs d'autrefois, des négociants enrichis, des managers modernes, des responsables politiques régionaux ? Constituent-ils une minorité crispée sur des privilèges hérités du passé, ou une caste bénéficiaire d'un pouvoir économique et social qu'elle sait habilement gérer et protéger en s'appuyant sur une « real-politik » qui repose sur deux principes : sauvegarder ce qui peut l'être et s'adapter aux changements intérieurs et extérieurs qu'elle ne peut contrôler ?

On imagine qu'ils se marient tous entre eux. Et on se demande souvent s'il s'agit de Martiniquais à part entière. Peut-on d'ailleurs dire qu'ils sont des Martiniquais entièrement à part, alors qu'ils partagent avec la population de couleur les mêmes goûts culinaires et musicaux, la familiarité avec le parler créole, un héritage culturel et historique commun ?

PLANTEURS

ET MARCHANDS

Les békés actuels sont les descendants des colons venus s'établir dans les îles dès le début du XVII^e siècle. Dans un premier temps, ils ont reçu de l'État des exploitations de taille modeste sous forme de concessions gratuites, à charge pour eux de les défricher et de les mettre en valeur. La main-d'œuvre était souvent assurée par les propriétaires eux-mêmes, ou par des « engagés », européens eux aussi, qui une fois leur contrat honoré, pouvaient à leur tour chercher à s'établir comme colons. A la Martinique, bon nom-

bre des « habitants » sont à la fois propriétaires, exploitants, et travailleurs directs. S'y ajoutent des commerçants, des artisans, des esclaves africains... et quelques Caraïbes.

Des roturiers représentant la plupart des provinces françaises, des protestants exilés, et quelques repris de justice constituent alors la population blanche, majoritaire. Contrairement à certaines idées reçues d'ailleurs, les « cadets de famille » sont peu nombreux : sur 3 102 Blancs recensés en 1680, 29 seulement étaient d'une noblesse prouvée... Cette population blanche se gonflera par vagues successives : colons cherchant fortune, aventuriers, militaires, habitants venus d'autres colonies, comme Saint-Christophe plus au nord, et quelques individus d'origine allemande ou portugaise.

La terre, encore relativement accessible, est, dès cette époque un enjeu économique et social important. Déjà des inégalités de fortune distinguent quelques propriétaires avantagés dans la répartition des terres.

La culture quasi exclusive de la canne à sucre sur de grandes plantations, dès la fin du XVII^e siècle, va définitivement bouleverser la société martiniquaise : avec la « traite des nègres », devenue une « nécessité » économique, la proportion des Blancs sur l'île diminue sans cesse. Mais les maîtres des esclaves sont les propriétaires des nouveaux moyens de la production coloniale : les grands domaines et leurs « sucrotés », forme première des usines à sucre. La concentration foncière et les inégalités se renforcent au profit des premiers occupants qui étaient installés avec des capitaux importants, mais aussi de marchands, de fonctionnaires de l'administration royale ou des compagnies coloniales, ou encore de quelques petits colons auxquels la fortune avait souri. À la Martinique, ils occupent ainsi les meilleures terres, vastes exploitations de 100 à 350 hectares. Ce sera le noyau initial d'une classe de grands propriétaires terriens, dont quelques-unes des grandes familles békés actuelles sont aujourd'hui les héritières. Un fossé va désormais se creuser entre ces « Grands Blancs » — que rejoindront par la suite d'autres émigrants, fils de famille ou gens de négoce —, et les petits ou moyens colons, pas assez fortunés pour financer la reconversion sucrière. Nombre d'entre eux ont dû céder leurs terres aux « sucriers ». Certains sont alors relégués dans des cultures moins profitables que la canne, et sur des surfaces plus réduites. D'autres se retrouvent dans l'artisanat, le petit commerce ou des emplois subalternes au service des grands planteurs. Tous viennent en tous cas grossir les rangs des « Petits Blancs ».

Ce processus, compliqué par l'entrée en scène des affranchis et des mulâtres libres, est à l'origine d'une double fracture : l'opposition entre petite et grande propriété et le clivage durable des « Petits » et des « Grands Blancs », qui dressent des barrières quasi infranchissables au sein même de la population d'origine européenne. Ainsi s'est affirmé le groupe social des « grands habitants », « ces

Messieurs de la Martinique », dont le nombre d'esclaves est signe de prospérité. À leurs côtés, sur une île entièrement vouée aux productions tropicales d'exportation, une autre population blanche occupe une position-cléf : les grands négociants armateurs, dont l'activité a fait les beaux jours de la ville de Saint-Pierre. Alliés dans le même grand projet colonial français, ces deux groupes sont pourtant concurrents dans le partage des profits coloniaux... Certains marchands deviendront d'ailleurs vite « habitants », alors que de grands planteurs se feront plus tard marchands.

Au XIX^e siècle, l'installation d'usines sucrières centrales transformant la canne des habitations avoisinantes réclamera des capitaux importants. À la Guadeloupe, ces capitaux sont fournis et gérés par des représentants de la haute finance et du grand négoce portuaire métropolitain, associés aux grands planteurs et aux commerçants créoles les plus fortunés. À la Martinique, ces derniers, désormais très unis, sont souvent les seuls actionnaires des premières usines : grâce à l'occupation anglaise, et contrairement à leurs homologues guadeloupéens, les Grands Blancs ont échappé aux rigueurs de la Révolution française.

Grâce aux prêts des sociétés de crédit constituées, avec l'aide du gouvernement, sur la base des indemnités versées après l'abolition de l'esclavage, les usines se multiplient, et les dettes aussi. Les débiteurs malheureux seront souvent obligés de revendre leurs terres aux plus offrants, renforçant ainsi la concentration de la propriété. Grands planteurs, planteurs-négociants, gros commerçants créoles et commissionnaires des sucriers dégrègeront alors de fabuleux bénéfices, à l'origine de l'opulence de quelques-unes des plus grandes familles békés actuelles.

L'éruption de la montagne Pelée en 1902 anéantit la ville de Saint-Pierre et ses habitants, dont plusieurs milliers de békés. Disparaissent du même coup l'infrastructure et les agents du grand négoce traditionnel martiniquais. De nouvelles maisons de commerce devront alors être créées par les planteurs-usiniers eux-mêmes, qui étendront encore leur assise en concentrant dans leurs mains la production et le commerce. Les grands planteurs vont définitivement se faire grands négociants-importateurs. Certaines familles seront même les premiers agents d'une colonisation secondaire à la Guadeloupe par les békés martiniquais. Ceux-ci s'y approprieront nombre de plantations, y installeront sucrières, distilleries et sociétés d'import-export... encore de nos jours contrôlées par leurs héritiers.

La propriété foncière est pour les grands békés à la fois source de richesse, mais aussi enjeu de la préservation d'un capital traditionnel lorsque, pour faire face au déclin de l'économie sucrière, les planteurs durent se reconverter dans de nouvelles cultures, comme la banane. Depuis quelques dizaines d'années, posséder la terre est aussi un moyen d'investissement dans les secteurs non agricoles de l'économie martiniquaise. En concentrant les propriétés en vastes

unités souvent sous forme de sociétés anonymes, et en vendant les terres non mécanisables et peu rentables, les békés ont reconverti leur capital foncier dans de nouvelles cultures d'exportation, rentables sur des superficies réduites, mais plus encore dans d'autres secteurs d'activité comme l'immobilier, le tourisme, les grandes surfaces commerciales, et l'import-export. Ils n'ont pas craint d'utiliser à ces fins une partie des aides accordées par l'État pour la « relance » de l'industrie sucrière.

Le capital des Blancs créoles, en tout cas celui des Grands Blancs, embrasse aujourd'hui la totalité de l'économie martiniquaise. Comme par le passé, la possession de la terre et des moyens de production agricole leur permet de dominer l'économie de plantation. Leur implantation foncière englobe principalement les grandes et moyennes propriétés, sur des terres de grande qualité : dans les régions montagneuses et arrosées du nord-est, plus favorables à la banane, ou dans les zones basses, propres à la culture de la canne. Leur appartement en outre de vastes propriétés peu exploitées mais situées en bord de mer, et donc d'une grande valeur touristique potentielle.

Les békés conservent le contrôle de la majorité des grands domaines sucriers, des distilleries (secteur où ils ont dû résister à la tentative de pénétration des capitaux étrangers à l'île) et l'une des deux usines à sucre en activité. Leurs exploitations assurent la plus grande part de la production de bananes, qu'une dizaine de négociants békés, eux-mêmes souvent planteurs, se chargent d'exporter. Certains ont réussi en ce domaine l'intégration verticale complète de leurs activités : propriétaires terriens et producteurs-exportateurs bananiers, importateurs en Martinique d'engrais et matériel agricole, ils comptent dans leur famille un importateur de bananes en métropole... où se trouve une mûrisserie dont ils sont actionnaires. Également propriétaires des plantations d'ananas, dont ils contrôlent l'usine de traitement, les grands békés s'orientent vers des productions nouvelles (aubergines, avocats, limes) destinées au marché français, ou écoulées dans les supermarchés locaux qui souvent leur appartiennent. Enfin, quelques-uns d'entre eux se réservent une part importante de la production dirigée vers le marché local : maraichage, aviculture, élevage, production laitière. Dans ce dernier cas, leur position est d'autant plus forte qu'ils détiennent le quasi-monopole de l'importation et de la distribution des aliments pour bétail.

On retrouve les Grands Blancs dans la totalité des secteurs non agricoles, en particulier de ceux dépendant étroitement de la métropole. Leur poids est important dans les industries alimentaires, où ils tentent d'intégrer verticalement leurs productions agricoles. Pour le reste de l'industrie, ils contrôlent une grande partie, au demeurant d'un faible poids économique, seuls ou associés à d'autres groupes insulaires ou non. La grande majorité des sociétés d'import-

export appartient aux Grands Blancs dont ils sont souvent les seuls actionnaires. C'est particulièrement le cas des grandes surfaces d'implantation récente. Dans le commerce de gros, pourant, les établissements détenus par les békés ne sont pas les plus nombreux : la « bourgeoisie de couleur » y détient de gros intérêts. Associés le plus souvent à ces Martiniquais de couleur, ils ont également investi dans le tourisme de luxe.

Toujours à la recherche du développement de leur empire commercial, les békés ont cédé à la mode de la rentabilité et de l'efficacité. On le constate dans la gestion plus performante de leurs biens : jusqu'ici, on se contentait surtout d'hériter et de transmettre... Les plus dynamiques ont le souci d'accroître le rendement des terres. Améliorations techniques, recherche de nouvelles productions d'exportation, laminage des coûts de production, meilleure maîtrise des circuits de distribution, et campagnes de publicité font partie de leur nouvel arsenal. L'ouverture se sent même dans l'encadrement. À la tête d'une « habitation » ou d'une entreprise commerciale, le béké est aujourd'hui moins enclin au népotisme systématique, recrutant volontiers Antillais de couleur et métropolitains pour leurs compétences. Toujours dans l'air du temps, certains jeunes békés créent des entreprises de services (sociétés de conseil, gestion immobilière, publicité). Quant aux tentatives de certains békés d'implanter des industries remplaçant les importations, il est révélateur qu'elles aient souvent provoqué de sérieux conflits avec les grands négociants, membres des familles les plus anciennes et les plus fortunées, qui y ont vu une menace directe pour leur « chasse réservée ».

La richesse de certains békés est aussi trop grande pour ces petites îles : ils ont investi en métropole (surtout dans l'immobilier), aux États-Unis, et chez les voisins caraïbes. Mais sur ce point, le secret est bien gardé et l'information maigre. On peut toutefois se demander si cette stratégie ne vise pas à garantir un avenir jugé politiquement incertain...

RÉSEAUX DE POUVOIRS

Dépandants sans discontinuer de l'action de la Métropole, qui a sans cesse pesé sur leurs reconversions et leurs ralliements, les Békés ont exercé depuis l'avènement de la III^e République une forte influence sur la vie politique insulaire. Elle s'est exercée par le truchement d'hommes de couleur qui leur étaient inféodés : ces derniers défendaient tous bonnement les intérêts békés au Parlement ou dans les assemblées locales. Les Grands Blancs ont également habilement tissé des liens privilégiés avec certains responsables de l'administration, centrale ou locale.

Ces « stratégies de paravent » se sont cependant infléchies depuis une quinzaine d'années. La crise économique, la vigueur des partis de gauche, les distances prises par une partie de la bourgeoisie de couleur, la crainte d'une véritable « départementalisation économique » ont conduit les Békés à se présenter comme interlocuteurs privilégiés de l'État en assumant des responsabilités directes dans des organisations politiques, des groupements professionnels, etc. On retrouve maintenant des Békés aux postes-clés de la plupart des grandes organisations économiques et politiques régionales. Ces réseaux et cumuls de pouvoir recourent pour une part les alliances économiques et familiales et garantissent leur contrôle sur les secteurs privilégiés de l'économie...

Cette entrée dans le monde politique pourrait permettre à quelques-uns d'entre eux, qui déjà en privé se réclament d'un certain « autonomisme de droite », de s'associer s'il le fallait à des groupes favorables à un changement de statut politique des Antilles. Leurs critiques envers le jacobinisme français, l'arrogance des « Métros », les monopoles nationaux, les abandons du pouvoir central, rejoignent en effet celles de certains nationalistes de couleur.

RAPPORTS SOCIAUX : CONTINUITÉ ET OUVERTURE

Solidaire vis-à-vis de l'extérieur, le groupe béké est morcelé à l'intérieur. Soucieux de se maintenir en tant que groupe blanc, le clan béké a choisi la fermeture face à la population de couleur. C'est vrai des mariages, mais aussi de la « vie sociale ».

L'histoire et la répartition du pouvoir économique n'en font pourtant pas un ensemble homogène. Bien au contraire, le groupe obéit à une hiérarchie précise, qui prend en compte la fortune, le « nom » et l'« ancienneté » de la famille. Le nom (souvent prononcé à la manière de l'ancienne France) permet souvent d'attribuer à une famille son label d'ancienneté. Il coïncide dans la plupart des cas au niveau de fortune. À l'un des pôles de cette hiérarchie, les « Grands Békés », familles de grands propriétaires fonciers, d'« usiniers », de commerçants, implantés dans bien des cas avant 1713 (Traité d'Utrecht), et qui constituent aujourd'hui le noyau dur de l'agro-bourgeoise négociante ». De l'autre, les « Petits Blancs » ou « Békés goyave », fréquemment gestionnaires (intendants) d'habitations de père en fils ou employés de commerce. Avec pour unique « capital » son appartenance ethnique, qu'il protégera farouchement de toute identification avec les gens de couleur de sa classe, et en même temps relégué au bas de l'échelle de la caste privilégiée, le Blanc pauvre a souffert de ce double isolement et s'y est volontairement emprisonné en assumant les valeurs traditionnelles de son groupe racial : le Grand Béké a su en profiter, en particulier dans

le domaine rural, en en faisant son homme de confiance, l'indispensable intermédiaire entre patron et ouvrier.

Cette hiérarchie n'est pourtant pas immuable. L'histoire a fait fluctuer les fortunes. Mais si le critère de richesse est devenu essentiel, l'éducation et le respect des valeurs traditionnelles jouent également un rôle notable. La structure interne du groupe en est alors d'autant plus complexe que certaines « grandes familles » (souvent les plus anciennes et numériquement les plus importantes) comptent des branches mineures, et que parmi des familles békés plus modestes, on peut trouver des individus qui ont « percé ». Une situation qui laisse évidemment libre cours à toutes les stratégies visant à améliorer le rang social ou individuel : sur le plan économique, ces manœuvres conduisent à des rivalités parfois féroces au sein même de la minorité blanche créole.

Ceci n'a jamais empêché le groupe tout entier de faire preuve d'une forte solidarité vers l'extérieur. Transcendant les conflits internes, elle est avant tout la conscience d'une unité socio-raciale « qui dure dans le temps, et se manifeste par des valeurs communes : maintien de la « pureté raciale », protection des biens matériels, défense des membres du groupe critiqués de « l'extérieur ». Guère étonnant dans ces conditions que le choix du conjoint soit un rouage essentiel de la pérennité du groupe des Blancs créoles : on ne se marie pas avec une personne de couleur. Et gare à ceux qui seraient tentés de transgresser la règle : jusqu'à très récemment, les « fautifs » étaient d'emblée exclus, ou tout au moins mis en marge, de la société béké. Dans un tel système, c'est la femme blanche qui permet la reproduction du « capital racial » du groupe. De fait, à la Martinique, la femme béké, ayant depuis des générations connu une jeunesse très surveillée, et une vie d'adulte limitée à celle de mère de famille, devait incarner la tradition et la stabilité dans un monde où il était facilement accepté que ces congénères masculins aient des enfants — illégitimes — de couleur.

Le choix du conjoint témoigne aussi d'autres enjeux : si les forts préjugés raciaux ont canalisé la circulation des fortunes dans les limites du groupe, la logique va plus loin : dans un souci d'éviter la diffusion de son pouvoir économique, il est rare de voir un membre d'une « grande famille » trouver son conjoint chez les « Petits Blancs ». Même au sein du groupe, on se marie « entre soi », ou à défaut on préfère s'allier à une famille métropolitaine de rang équivalent. Il n'est pourtant pas exceptionnel qu'un « beau mariage » facilite ou légitime l'ascension sociale de la classe béké moyenne à la classe supérieure. En cela, les stratégies de mariage ont sauvé gardé les Békés en tant que groupe réel : en restant « entre soi » au plus haut niveau, on concentre ou recompose les fortunes, en « s'ouvrant » à des familles plus modestes, on étend le champ des relations et des solidarités.

Cette description serait incomplète si l'on ne prenait pas en

compte les changements économiques, et surtout sociaux, intervenus en Martinique depuis les années soixante. Avec l'effondrement de l'économie sucrière, c'est une certaine vie rurale, avec les liens personnels qu'elle implique, qui cède le pas à un monde plus compétitif, plus anonyme ; le nouvel essor de la « bourgeoisie de couleur », la présence plus massive de la Métropole, de ses représentants, de sa culture, en particulier à travers ses médias, introduisent de nouvelles références et de nouveaux débats. Les traits essentiels de la société martiniquaise n'ont certes pas encore été véritablement bouleversés, mais on peut déjà repérer quelques contrecoups de ces changements sur les comportements et les mentalités.

Le souci d'efficacité économique a conduit à une prise de conscience de l'importance de la formation des jeunes héritiers pour assurer une meilleure gestion du capital familial. Dans le passé, les Békés qui poursuivaient leurs études supérieures n'étaient pas vraiment motivés par cet objectif : l'héritage suffisait à assurer les jeunes de leur avenir matériel, et les réseaux de solidarité suffisaient pour les débouchés des moins fortunés. Mais depuis quelques années, plus nombreux sont les jeunes Békés qui intègrent, hors du cadre insulaire, et même dès leurs études secondaires, des établissements d'enseignement considérés comme les meilleurs. Cette course à la « méritocratie », cette plus grande ouverture sur le monde extérieur, amènent de plus en plus de jeunes Békés — garçons et filles — à prendre leurs distances vis-à-vis du contexte martiniquais. Ils semblent du coup infléchir leur optique quant au rôle que doivent y jouer les Blancs Créoles. Certains d'entre eux, trouvant leur « monde » trop étroit, contraignant et incertain, s'en évadent : ils s'installent en Métropole ou aux Etats-Unis, sans pour autant rompre le contact avec leur milieu d'origine.

D'autres aspects de la vie familiale semblent se modifier depuis une quinzaine d'années. Beaucoup de jeunes filles békés sont élevés de manière plus libre qu'auparavant : elles « poussent » plus loin leurs études, se marient moins jeunes, choisissent une vie active, en collaborant souvent avec leur mari.

L'évolution du mode de vie se reflète dans certaines transformations de l'habitat. Les grandes résidences du quartier Didier qui abritaient, à Fort-de-France, les traditionnelles familles élargies des Grands Blancs, ont été pour la plupart vendues à l'Administration. Seuls quelques propriétaires d'habitations occupent encore les « maisons de maître », symboles de la grande famille patriarcale d'autrefois. Bien des jeunes ménages, plus autonomes, forment des « foyers conjugaux », unités familiales restreintes, quelquefois relativement éloignées de Fort-de-France. Ils ont généralement moins d'enfants, moins d'employés de maison, et bien souvent la nourrice de couleur, la « Da » traditionnelle, n'est plus qu'un souvenir. Les liens parentaux subsistent, réactivés lors des vacances, des mariages, des baptêmes, des enterrements... Ces relations débordent d'ailleurs du

cadre martiniquais : les békés se fréquentent assidûment lors de leurs séjours en Métropole.

Les mariages témoignent eux-mêmes de ces prémices d'ouverture : de plus en plus fréquentes sont les unions avec des étrangers au groupe, Métropolitains pour la plupart. Beaucoup de jeunes filles créoles, mariées en France, s'y établissent, alors que les jeunes gens ont plus souvent tendance à intégrer leurs femmes non-békés à la société insulaire. Ces alliances contribuent au renouvellement du groupe des Blancs, y créent des rapports plus ouverts, et élargissent les horizons sociaux et culturels.

La situation des « Petits Blancs » est évidemment différente, et l'éventail de leur choix dans le contexte économique actuel est plus restreint. Si certains sont établis en France, d'autres demeurent les employés ou les obligés des Békés plus fortunés, et trouvent leurs conjoints à l'intérieur du sous-groupe qu'ils constituent, ou encore parmi les familles des petits fonctionnaires métropolitains installés en Martinique, voire parmi la population de couleur.

Enfin, on assiste à de nouveaux rapports entre Békés et bourgeois de couleur, numériquement de plus en plus importante, et dont les Békés reconnaissent la compétence. Au-delà des alliances économiques qui les rapprochent, apparaissent des rapports interpersonnels moins paternalistes que par le passé, « en ville » en particulier. Les mariages entre Békés et Martiniquais de couleur demeurent cependant rares, mais on peut déceler chez certains Blancs une attitude plus souple envers ceux qui ont dérogré à la règle. Bien que le souci de l'unité ethnique demeure primordial, il est aujourd'hui des Békés qui jugent « inévitable » la montée des mariages entre Martiniquais blancs et de couleur de classe équivalente.

Car même si, de manière générale, les Blancs créoles se sont rapprochés à bien des égards de la société française, ils entendent aussi, pour la plupart, se définir comme des Antillais — par opposition aux Français de la Métropole — membres à part entière d'une société et d'une culture qu'ils ont contribué à forger.

— EDITH KOVATS-BEAUDOUX —

Maître de conférence d'ethnologie à l'université
Paris V. Doctorat de 3^e cycle : « Une minorité
dominante : les Blancs créoles de la Martinique ».